

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ AU SECOURS DE L'ASSUREUR*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA mai 2019, n° 111x7, p. 2

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

## *L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ AU SECOURS DE L'ASSUREUR*

Celui qui, par erreur, a payé la dette d'autrui de ses propres deniers, a, bien que non subrogé aux droits du créancier, un recours contre le débiteur.

Cass. 3e civ., 21 mars 2019, no 18-11890

À la suite d'une inondation, une maison d'habitation subit des dommages. L'assureur des propriétaires indemnise ces derniers. Il se rend cependant compte que le dommage ne trouve pas son origine dans une catastrophe naturelle mais dans un vice de construction de la demeure. Il exerce donc un recours contre l'assureur du maître d'œuvre afin de voir réparer son erreur. Le recours est rejeté par les juges du fond sur le fondement du recours subrogatoire. Leur décision est cassée par la Cour de cassation sur le fondement de l'enrichissement injustifié.

On l'aura compris, il ne s'agit pas ici de savoir si l'agent naturel a été la cause déterminante des dommages. Il s'agit de savoir comment gérer le cas de l'assureur multirisques habitation qui paie par erreur une indemnité qu'il croit devoir. Les juges du fond apportent une réponse étrange à cette question : mêlant subrogation et enrichissement injustifié, ils estiment que la condition de redevabilité n'est pas remplie. On sait que cette condition s'impose uniquement dans le cas où l'assureur exerce un recours subrogatoire sur le fondement de la subrogation spéciale du Code des assurances (par ex. : Cass. 2e civ., 10 déc. 2015, n° 14-27202 : LEDA févr. 2016, n° 18, p. 2). Elle ne s'impose pas dans les autres hypothèses de subrogation et encore moins dans le cas de l'enrichissement injustifié. Les juges du fond considèrent d'ailleurs que le défaut résultait d'une absence de production du contrat. Cela sous-entend que le recours aurait pu être fondé, en cas de preuve suffisante, alors même que le risque de catastrophe naturelle ne s'est manifestement pas produit pour ces personnes. Il paraît plus simple, comme l'indique la décision, de s'en tenir à une hypothèse d'enrichissement injustifié exercée contre l'assureur du risque qui s'est effectivement réalisé. L'espèce interroge particulièrement sur la place à faire à l'erreur commise par l'assureur solvens. Sur ce point la réforme s'est montrée innovante. La jurisprudence antérieure admet l'action en présence d'une négligence alors qu'une faute en empêche l'exercice (comp. : Cass. 1re civ., 13 juill. 2004, n° 01-03608 : Bull. civ. I, n° 208 et Cass. 1re civ., 19 mars 2015, n° 14-10075 : Bull. civ. I, n° 66). Le droit issu de la réforme crée une simple possibilité de modérer l'indemnité en cas de faute de l'appauvri (C. civ., art. 1303-2). Comment jugera-t-on l'empressement d'un assureur à indemniser son assuré ?